

## II – RESUME DU DOSSIER

La requérante, une psychologue a été embauchée par le conseil général d'un département dans un service spécialisé en adoptions. Le litige qui l'oppose à son employeur porte sur les comptes-rendus de son travail d'investigation psychologique. Chaque rapport est « visé » par l'attaché administratif du service, puis ensuite remis à une Commission d'agrément afin de statuer.

La requérante évoque des pressions des différents niveaux administratifs soit pour modifier ses compte-rendus, soit pour supprimer certaines informations écrites, telles que la référence à la stérilité des personnes dont l'évocation serait indispensable selon la psychologue.

La requérante demande à la CNCDP un « arbitrage » afin de le communiquer à sa hiérarchie.

## III – L'AVIS DE LA COMMISSION

La CNCDP à propos de ce dossier distingue 3 aspects

- Le respect de l'autonomie technique et professionnelle de la psychologue
- Le respect des droits de l'utilisateur
- La rédaction des écrits

1) Les comptes-rendus de la psychologue engagent sa responsabilité et son autonomie professionnelles. L'administration qui l'emploie paraît censurer ses écrits. En l'espèce, il y a non-respect de la profession de psychologue qui ne saurait être dans un rapport de subordination quand il s'agit de ses écrits, objet même de la psychologie. *<< Le psychologue n'accepte pas que d'autres que lui-même modifient, signent ou annulent les documents relevant de son activité professionnelle >> (article 14 ).*

Cela renvoie, de fait à la responsabilité du psychologue devant la loi commune et à sa responsabilité professionnelle qu'il doit pleinement assumer *<< il répond donc personnellement de ses choix et des conséquences directes de ses actions et avis professionnels.>> (Titre I-3).*

Par ailleurs *<< le psychologue est seul responsable de ses conclusions.....il les présente de façon adaptée à ses différents interlocuteurs de manière à préserver le secret professionnel.....>> (article 12 ).*

2) La responsabilité professionnelle de la psychologue se fonde également sur le respect de l'utilisateur. La Commission s'interroge sur cette pratique qui consiste à reprendre les paroles de la personne concernée, ce qui risque de ne pas sauvegarder le respect de l'intimité ou de la vie psychique de l'individu. En effet, ceci laisserait au lecteur toute possibilité d'interpréter des termes livrés dans un contexte d'entretien avec une personne déterminée. Le Titre I-1 à ce sujet est tout à fait clair quand il précise << *le psychologue préserve la vie privée des personnes en garantissant le respect professionnel, y compris entre collègues. Il respecte le principe fondamental que nul n'est tenu de révéler quoi que ce soit sur lui-même* >>.

3) La Commission insiste sur la nécessaire prudence dans la rédaction de ses conclusions qui << *ne répondent qu'à la question posée et ne comportent les éléments d'ordre psychologiques qui les fondent que si nécessaire* >> (article 12), d'autant que les destinataires ne sont pas des psychologues.

**Fait à Paris, le 13 Janvier 2001**

**Pour la C.N.C.D.P.**

**Marie-France JACQMIN**

**Présidente**

**C.N.C.D.P.**

**Avis sur Dossier**